

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1955

Artikel: Crise financière : le règne (annoncé?) de la ploutocratie
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024612>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

animateur du site *Infosperber* et représentant des patients et des assurés au sein de la commission fédérale des médicaments.

Gasche rappelle¹⁴ tout d'abord le droit en vigueur. Chaque année, les prix du tiers des médicaments remboursés sont comparés à ceux en vigueur en Allemagne, en Autriche, en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et au Danemark. La moyenne des prix fixés par ces pays, majorée de 3%, est imposée comme plafond pour le marché suisse. Les prix actuellement en vigueur ont été déterminés sur la base d'un taux de change de 1,56 franc pour un euro. Or au cours des douze derniers mois, l'euro s'est déprécié de 20% et ne vaut plus que 1,23 franc. L'industrie pharmaceutique a exigé un taux de change de 1,40 franc, arguant de la cherté du franc qui pénaliserait ses exportations. Le Conseil fédéral a résisté, mais le taux de change adopté – 1,29 franc – est encore supérieur de 5% à celui que le droit en vigueur aurait permis.

L'économie annoncée constitue en réalité un surcoût par rapport à une application rigoureuse de l'ordonnance en vigueur.

Pour apprécier à leur juste mesure les récriminations de l'industrie pharmaceutique, il faut rappeler deux choses.

Tout d'abord, plus des deux tiers des médicaments remboursés en Suisse sont importés. Et seul 1,5% des médicaments fabriqués en Suisse sont consommés dans le pays. Contrairement à ce que prétendent les pharmas helvétiques, les places de travail en Suisse ne sont pas en jeu. Par contre, en supportant un taux de change irréal, les assurés suisses subventionnent des entreprises à l'étranger. Rudolf Strahm (*Tages-Anzeiger* du 8 mai) a calculé que ces dernières ont engrangé un demi-milliard de francs par le biais de ce taux de change.

De plus, le prix du deuxième tiers des médicaments restera fixé en 2013 encore sur la base d'un taux de change de 1,55 franc; et le troisième tiers bénéficiera de

ce traitement de faveur jusqu'à la fin de 2014, soit un gain de change estimé à plus d'un milliard. Un gain insuffisant pour l'industrie pharmaceutique qui menace de recourir contre chacune des milliers de décisions de l'Office fédéral de la santé publique relatives aux prix des médicaments.

Ces faits ne semblent pas impressionner la commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national. Par voie de motion¹⁵, elle enjoint le Conseil fédéral de renégocier le prix des médicaments pour tenir compte des difficultés de l'industrie pharmaceutique. On connaît l'influence de cette dernière sur les parlementaires bourgeois. Rappelons-nous l'exception aux importations parallèles¹⁶ concédée à cette branche par le Parlement.

Il serait intéressant de connaître l'ampleur du soutien financier accordé par les entreprises pharmaceutiques aux partis qui se réclament du libéralisme et le pratiquent à la carte.

Crise financière: le règne (annoncé?) de la ploutocratie

Jean-Pierre Ghelfi • 16 mai 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20568>

La concentration des richesses transforme le

fonctionnement des sociétés démocratiques

On sait que les crises financières ont des durées de

vie (nettement) supérieures à celles des crises économiques «habituelles». A cet égard, le livre de référence est celui de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff *Cette fois, c'est différent; huit siècles de folie financière* (éd Pearson, 2010).

Nous en sommes à la cinquième année de cette crise, dont les premières manifestations remontent à l'été 2007, et le bout du tunnel n'est encore pas en vue.

La crise grecque ne cesse de rebondir. Il est aléatoire d'en prévoir les conséquences sur l'euro, les banques, les dettes publiques et sur le comportement des marchés financiers. Le gouvernement espagnol a dû se résoudre à nationaliser la quatrième banque du pays. Les rendements des grands établissements bancaires restent médiocres, quand ils ne continuent pas de se dégrader (par exemple, le cours de l'action UBS ne se situe guère au-dessus de 10 francs depuis quatre ans et celui de Credit Suisse, environ 20 francs, atteint son plancher depuis neuf ans). Les grandes banques sont engagées dans une politique de réduction de leur bilan pour se conformer aux nouvelles exigences fixées dans le cadre des accords internationaux dits de Bâle III (en gros: davantage de fonds propres pour améliorer la couverture de leurs risques). Cette politique (de

réduction du bilan) ne dit rien de bon quant à leur volonté et leur capacité d'accorder des crédits aux entreprises.

Il est possible, évidemment, de considérer qu'il est plutôt sain que les banques ne fassent plus des profits mirifiques. Certains auteurs pensent qu'il serait souhaitable que le métier de banquier redevienne ennuyeux (DP 1937⁹), comme il le fut avant les «grandes innovations financières» de ces deux dernières décennies – avec les conséquences que l'on connaît. Ou, au moins, il faudrait, en séparant banques de prêts et banques d'investissements, que celles qui veulent poursuivre leurs activités dans «l'innovation financière» ne soient plus couvertes par une quelconque forme de garantie étatique. Ces considérations n'aident toutefois pas à comprendre les raisons pour lesquelles l'actuelle crise financière a pris une telle ampleur et pourquoi elle paraît durer encore plus longtemps que les précédentes, telles qu'elles ont été analysées dans l'ouvrage cité plus haut.

En 2007 comme en 1929

Quelques auteurs, surtout américains, ont cherché à savoir s'il y avait un lien entre la concentration de richesses et ladite crise financière (voir *The Economist*¹⁰ du 17 mars). Leurs travaux portent sur les Etats-Unis et ne sont peut-être pas généralisables,

sans examen supplémentaire, du fait que les inégalités de revenus y sont sensiblement plus marquées que dans les pays européens. On ajoutera qu'une corrélation n'est pas (nécessairement) une causalité. Les éléments mis en évidence n'en sont pas moins intéressants.

Par exemple, les inégalités s'étaient fortement accrues dans les années vingt (avant la «grande crise»). Elles ont atteint leur plus haut niveau en 2007: 1% des gens les mieux payés ont reçu 23,5% de l'ensemble des revenus distribués, ce qui représente la part la plus élevée depuis 1929. Se pourrait-il aussi que le style de vie adoptée par les 20% de la population la plus aisée percole sur les comportements des 80% restant de la population? En particulier sous la forme d'un recours toujours plus fréquent à l'emprunt et à l'endettement pour s'offrir un train de vie certes au-dessus de leurs moyens, mais qui les rapproche de celui des plus aisés? Les régions (des Etats-Unis) les plus inégalitaires sont aussi celles où les parlements ont le plus facilement réduits les normes pour emprunter et accéder à la propriété immobilière. Dès le début du nouveau siècle, le gouvernement fédéral américain a réduit les exigences imposées antérieurement aux deux grandes agences publiques (Fannie May et Freddy Mac) pour accepter des prêts immobiliers toujours plus élevés et avec des garanties

réduites.

De même, sur la période de 1973 à 2005, on observe une évolution parallèle entre la mondialisation de la finance, la hausse de l'endettement public et un accroissement des inégalités. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait que les inégalités créent une pression sur les gouvernements pour augmenter les processus de redistribution (filet social) dont les coûts sont partiellement financés par l'emprunt.

La concentration des richesses dans les mains d'un petit nombre de personnes a évidemment aussi des incidences sur la vie politique. En effet, les 10% les plus riches ou même les privilégiés du centile supérieur ont des intérêts considérables à défendre, en particulier pour éviter que le système qui les a si bien servis ne soit modifié. Nous avons déjà évoqué le développement des «*super PACs*» américains qui favorisent les donations illimitées aux candidats (DP 1942¹¹). A ce jeu, celles et ceux du parti républicain sont nettement en *pole position*. Chez nous, on peut penser aux nombreux millionnaires qui financent l'UDC, directement ou par fondation interposée.

Comme une drogue

La manière extravagante avec laquelle le secteur financier est parvenu à accumuler des richesses au cours des deux dernières décennies l'incite

évidemment à s'opposer à toute réforme, ou à en limiter la portée, ou bien à faire sienne la formule de l'écrivain Giuseppe Tomasi di Lampedusa: «*si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change*». Il y parvient d'ailleurs avec un certain succès. Les présidents Bush Jr et Obama ont été et sont toujours très (trop) bien entourés par des anciens de Goldman Sachs, le fleuron de la banque d'affaires américaines (dont on sait que les employés parvenaient, simultanément, à offrir à leurs clients des produits dérivés tout en spéculant à la baisse sur ces derniers qu'ils savaient être «*toxiques*»!) Ainsi, en dépit de la crise financière majeure que nous connaissons, peu de progrès ont été fait, au niveau international, pour éviter sa répétition. Les milieux financiers ont internalisé leurs profits tout en parvenant à externaliser leurs pertes sur la collectivité.

A n'en pas douter, ils vivent, de leur point de vue, dans le meilleur des mondes possibles. Toute modification serait ainsi ressentie comme une régression. Toutefois la messe n'est peut-être pas encore entièrement dite. La perte de 2,3 milliards¹² de dollars annoncée tout récemment par la banque JP Morgan Chase, consécutive à des défauts dans la surveillance des risques, montre une nouvelle fois que les grandes banques ne peuvent s'empêcher de

continuer de faire joujou avec des produit dérivés dont elles ne maîtrisent, quoi qu'elles disent, de loin pas tous les risques. Ces produits sont pourtant potentiellement tellement profitables qu'elles ne veulent pas y renoncer. Exactement comme une drogue.

La seule vraie innovation: le bancomat

Et à quoi les prétendues innovations financières ont-elles servis? Paul Volcker, ancien président de la banque centrale américaine (FED) avait douché un auditoire de banquiers en disant, comme le rappelle le blog cité ci-dessus, que la seule invention significative des trente dernières années avait été le bancomat, et qu'il s'interrogeait toujours sur l'utilité économique des autres innovations financières, à part celle d'avoir considérablement enrichi ceux qui les avaient conçues.

De plus la manière dont la finance draine et concentre d'énormes richesses a pour effet d'attirer en nombre les nouvelles élites qui sortent des meilleures facultés scientifiques. La France, il y a quelques années encore, tirait gloire du fait que les premiers de classe sortis de ses grandes écoles étaient très recherchés sur les places financières de Londres et de New York. On peut au moins se poser la question de savoir si cette évolution est

vraiment favorable au développement des sociétés humaines en général. Et penser que c'est pour le moins douteux!

Les inégalités de revenus et leur accentuation au cours

des dernières décennies ne soulèvent donc pas seulement des questions de statistique (la mesure des dites inégalités) et de morale (la légitimité que certains gagnent quasi infiniment plus que d'autres).

Elles interrogent sur l'évolution de nos sociétés démocratiques qui deviennent plutocratiques, et où la prise de risques toujours plus grands pour gagner toujours plus favorise leur instabilité.

Prévenir vaut mieux que prédire

Jean-Daniel Delley • 9 mai 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/20537>

Science: il ne suffit pas qu'un projet se veuille ambitieux et séduisant pour justifier l'investissement

L'ordinateur deviendra-t-il la nouvelle Pythie¹⁷ ? Un projet à un milliard d'euros ambitionne de prévoir les évolutions – économiques, sociales, politiques, militaires, environnementales notamment – de notre planète. Un simulateur du monde en quelque sorte. Et si nous nous engageons plutôt à prévenir les crises dont nous ne connaissons que trop bien les causes?

Le projet intitulé FuturICT¹⁸ - ICT pour technologies de l'information et de la communication – est copiloté par Dirk Helbing, un physicien de l'Ecole polytechnique de Zurich, spécialiste des systèmes complexes. FuturICT regroupe des dizaines d'instituts universitaires de par le monde qui, tels des

capteurs, vont enregistrer en temps réel toutes les données disponibles grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (réseaux sociaux, traces numériques des achats, localisations par les téléphones portables, statistiques,...).

Ces données alimenteront des modèles de fonctionnement de l'économie, de la finance, de la santé, de l'environnement naturel, des conflits, entre autres, dont nous pourrions observer l'évolution. Et, à partir de ces observations, tenter de faire des prévisions de manière, le cas échéant, à éviter ou atténuer une crise.

La démarche consiste à opérer des simulations à grande échelle grâce à la puissance de superordinateurs capable de digérer une avalanche de données de tous genres.

Dirk Helbing a étudié les mouvements de foule (La Mecque, le métro londonien, une autoroute saturée) et en

a tiré des enseignements utiles pour leur gestion. Mais passer de phénomènes circonscrits et peu complexes au fonctionnement de l'économie, aux conflits sociaux par exemple, représente un véritable saut quantique. Un saut d'autant plus risqué que la qualité des informations récoltées n'est pas assurée, le contrôle des multiples sources dont elles proviennent n'étant pas possible.

Ce désir de prévoir des évolutions et de désamorcer éventuellement leurs conséquences fâcheuses est louable. Mais l'immense et coûteuse machinerie mise en oeuvre pour ce faire occulte le fait que nous connaissons déjà les moyens de répondre aux principaux défis auxquels est confrontée la planète. Que ce soit la faim, l'instabilité économique que provoque la spéculation financière, la raréfaction des ressources naturelles, le changement climatique, des solutions existent pour affronter ces problèmes. Au